

Les événements actuels bousculent et souvent inquiètent. Ils sont la conséquence de choix politiques qui, depuis des décennies, imposent la casse de l'emploi, du logement et de tous les conquits sociaux par des gouvernements qui refusent d'entendre les protestations pacifiques.

Que de rancœurs accumulées au pied d'immeubles devenus ghettos insalubres, devant un chômage devenu la norme et le travail stable et bien payé l'exception. Tout cela dans un climat de discriminations de toutes sortes, alimenté par une extrême droite qui diffuse son venin jusque dans les rédactions et les institutions.

Alimentent ces rancœurs, ces ministres (un tiers du gouvernement !) compromis dans des affaires judiciaires, les revenus démentiels des joueurs de foot et des PDG, ces yachts de milliardaires qui croisent des embarcations de migrants qui coulent en Méditerranée, ce luxe insolent qui s'affiche jusque dans les centres-villes, à deux pas de quartiers où règnent la misère et la précarité.

Alors, à qui la faute, quand une partie de la jeunesse se révolte, quitte à incendier les voitures de leurs proches, à participer à des pillages ou à détruire les rares services publics, images d'ailleurs volontairement abondamment diffusées dans tous les médias ?

Leur colère est le fruit inévitable d'une situation qui alimente le racisme, divise les classes populaires et les empêche de s'unir pour lutter contre la dégradation des conditions de vie.

C'est pourquoi nous disons :

- ✚ **A celles et ceux qui s'indignent**, ce que l'on comprend, qu'au-delà de l'émotion légitime, surtout quand ils ont été personnellement touchés, il faut rester lucides : comment croire que face à un gouvernement qui paupérise, discrimine, laisse assassiner une partie de la population, la rage ne finirait pas par exploser ?
- ✚ **A ces jeunes révoltés** à juste titre, que la forme que prend leur colère, loin d'aboutir à une défaite des pouvoirs en place, risque au contraire d'alimenter la tentation fasciste et la droitisation de la population dont une part importante serait déjà favorable, selon un sondage opportunément publié, à l'intervention de l'armée...

L'ANC appelle à amplifier le combat unitaire contre les attaques que nous font subir les classes dominantes et leurs alliés au pouvoir et à exiger, immédiatement :

- **l'abrogation de la loi du 28 février 2017** relative à la Sécurité Publique, demandée par le Syndicat de la Magistrature lui-même et qui constitue un véritable permis de tuer.
- **la démission des Ministres** de l'Intérieur et de la Justice, Gérald Darmanin et Eric Dupont Moretti

En 2005, nous écrivions « *La politique vous a abandonnés : à vous de la reconquérir, de construire avec nous le parti dont les salariés, les chômeurs et les retraités ont besoin. A vous de construire avec tous ceux et celles qui refusent le capitalisme comme seul horizon, le parti de la justice sociale et de l'égalité des droits* ».

Aujourd'hui encore, alors que la situation a empiré, nous réaffirmons que c'est bien à celles et ceux qui sont les victimes de ce système d'organiser la lutte pour la mise en place d'une politique qui fasse de l'accès à l'enseignement, à la santé, à la sécurité sociale, au logement, à l'emploi, etc. le socle de notre société. Dans l'immédiat, cela passe par la diminution des budgets militaires qui grèvent les budgets sociaux, servent la répression à l'intérieur et la guerre à l'extérieur.